



## **Pour un gouvernement du Nouveau Front Populaire !**

Le Nouveau Front populaire est arrivé en tête des élections législatives des 30 juin et 7 juillet derniers en proposant aux électeurs un « contrat de législature », véritable programme pour un gouvernement de rupture avec la politique macroniste.

Le 23 juillet, il a désigné sa candidate pour constituer ce gouvernement. Depuis cette date, nous attendons du président de la République qu'il agisse en garant des institutions en tirant la seule conclusion politique d'un scrutin qu'il a lui-même décidé : la désignation de Lucie Castets comme Première ministre.

Or, lundi 26 août, par un communiqué de presse, le président de la République a pris une décision d'une exceptionnelle gravité : il ne reconnaît pas le résultat du suffrage universel qui a placé le Nouveau Front Populaire en tête des suffrages et refuse de nommer Lucie Castels Première ministre.

Au prétexte de « la stabilité institutionnelle », il s'arroge un pouvoir qui appartient au Parlement et non à l'Élysée : celui de former des majorités parlementaires texte par texte. En persistant à vouloir former son propre gouvernement, il sort du rôle d'arbitre que lui assigne l'article 5 de la Constitution, niant ainsi le choix des électeurs et électrices.

Alors que lui et les députés de son camp ont été élus grâce aux voix des électeurs de gauche qui ont fait « barrage républicain » contre le parti d'extrême droite, Emmanuel Macron s'appête à mettre en place un gouvernement soutenu par le parti présidentiel, la droite républicaine et le rassemblement national.

Ce n'est ni la coalition, ni le programme attendu par la population qui a placé le Nouveau Front Populaire en tête des élections législatives et veut tourner la page de la politique menée depuis sept ans.

Le 7 septembre, nous nous mobiliserons partout en France pour exiger du Président de la République qu'il respecte le choix du peuple et nomme Lucie Castels première ministre qui, avec son gouvernement du NFP, fera adopter au Parlement :

- L'abrogation de la réforme des retraites ;
- L'augmentation des salaires et des pensions dont le SMIC à 1 600 € ;
- L'égalité professionnelle femme-homme et le développement de l'emploi ;
- L'amélioration des conditions de travail et de nouveaux droits pour les salariées ;
- Le blocage des prix et des biens de première nécessité et de l'énergie ;
- La lutte contre le racisme
- Une politique ambitieuse pour la protection et la restauration du vivant ;
- Le développement des services publics, à commencer par la santé et l'école publique gratuite ;
- Le Cessez le feu et la reconnaissance de l'État de Palestine, paix en Ukraine.

Et l'ensemble du programme du Nouveau Front Populaire.

**Rassemblement le 7 septembre à 11H devant la  
Préfecture de Belfort.**